



CHAPITRE 189

LOI ÉTABLISSANT LE SERVICE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. La présente loi peut être citée sous le nom de *Loi de l'assistance publique de Québec*. 11 Geo. V, c. 79, s. 1. Titre abrégé.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

2. La présente loi n'affecte pas les dispositions de la Loi des écoles de réforme (chap. 159), non plus que les dispositions de la Loi des écoles d'industrie (chap. 160), de la Loi du placement en apprentissage des enfants internés (chap. 162) et de la Loi des asiles d'aliénés (chap. 190). 11 Geo. V, c. 79, s. 2. Dispositions non affectées.

3. Pour les fins de la présente loi:

1° Le mot "ministre" signifie le secrétaire de la province; Interprétation: "Ministre";

2° Le mot "chef" signifie le fonctionnaire qui dirige le service de l'assistance publique de Québec; "Chef";

3° Les mots "assistance publique" signifient toute aide apportée aux indigents; "Assistance publique";

4° Le mot "indigent" signifie toute personne hospitalisée ou recueillie dans tout établissement reconnu d'assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la présente loi, et dans tout hospice, hôpital, crèche, sanatorium, refuge, institution de charité publique, qui ne peut subvenir, ni directement, ni indirectement à son entretien d'une façon temporaire ou définitive, ayant son domicile dans la province de Québec; "Indigent";

Les institutions de charité publique ci-dessus mentionnées comprennent les institutions qui reçoivent des aveugles, des sourds-muets et des enfants trouvés; Institutions comprises.

5° Les mots "institution d'assistance" signifient toute institution qui reçoit, garde, soigne ou hospitalise gr- "Institution d'assistance";

tuitement des indigents et qui est reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil;

“Service de l’assistance publique”;

6° Les mots “service de l’assistance publique” signifient le service permanent relevant du secrétaire de la province créé en vertu des dispositions de la présente loi et chargé de leur mise à exécution;

“Fonds de l’assistance publique”.

7° Les mots “fonds de l’assistance publique” signifient et comprennent toutes les ressources mises à la disposition du service de l’assistance publique pour subvenir au maintien des institutions d’assistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 3.

SECTION II

DU SERVICE DE L’ASSISTANCE PUBLIQUE

Service de l’assistance publique.

4. Il est établi, sous l’autorité du secrétaire de la province, un service permanent appelé “le service de l’assistance publique de Québec”, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour le bon fonctionnement de ce service, un chef de service et les autres officiers, commis et employés nécessaires, lesquels, sous la direction du ministre, sont chargés de mettre à exécution les dispositions de la présente loi et remplissent les autres fonctions qui peuvent leur être assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 11 Geo. V, c. 79, s. 4.

Personnel.

Devoirs, etc. de ce service.

5. 1. Les devoirs et pouvoirs du service de l’assistance publique sont les suivants:

a) Mise à exécution des prescriptions de la présente loi en vue d’aider aux œuvres d’assistance publique;

b) Coopération intime et effective conjointement avec les œuvres d’assistance publique au soulagement des malades indigents;

c) Examen des demandes de subventions par les institutions d’assistance;

d) Distribution et surveillance de l’emploi des subventions en deniers ou d’aides quelconques, accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil aux institutions reconnues d’assistance publique;

e) Adoption des mesures nécessaires pour obtenir la déportation et le rapatriement des émigrés susceptibles d’être déportés en vertu de la Loi de l’immigration du Canada.

Ses fonctions.

2. Le service de l’assistance publique exerce toutes autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Objet de ce service.

Le service de l’assistance publique emploie son activité au développement de toute œuvre d’assistance des indigents. 11 Geo. V, c. 79, s. 5.

SECTION III

DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

6. Toutes institutions qui sont reconnues d'assis- Institutions d'assistance publique.
tance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil
et qui souscrivent aux conditions imposées par ledit
service, peuvent bénéficier des privilèges conférés par
la présente loi.

Une liste de ces institutions est publiée chaque année Liste publiée dans la G. O.
dans la *Gazette officielle de Québec*. (*) 11 Geo. V, c. 79, s. 6.

7. Toute institution d'assistance doit, pour bénéfi- Conditions exigées pour jouir des bénéfices.
cier des privilèges conférés par la présente loi, obtenir
la reconnaissance de ce droit, en se faisant reconnaître
comme institution d'assistance publique. 11 Geo. V,
c. 79, s. 7.

8. La demande à cette fin est faite au service de l'as- Demande.
sistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 8.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recom- Qui figure sur la liste.
mandation du service de l'assistance publique, déter-
mine quelles institutions de charité ou autres doivent
figurer sur la liste des institutions reconnues d'assis-
tance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 9.

10. Le service de l'assistance publique doit, afin de Enquêtes, etc., par le service.
se renseigner avant de donner sa recommandation, faire
enquête sur les mérites de l'œuvre, son but, sa nature,
sa fin et sa manière de disposer des octrois reçus. 11
Geo. V, c. 79, s. 10.

11. Toute institution d'assistance publique qui désire Renseignements que les institutions doivent fournir.
être reconnue comme telle aux termes du paragraphe 5° de
l'article 3 de la présente loi et qui bénéficie ou désire
bénéficier des privilèges conférés par la présente loi, doit,
sur demande, fournir au service de l'assistance publique
tous les renseignements que ce dernier croit utile de
connaître pour s'éclairer sur la situation existante de
telle institution. A défaut de fournir tels renseigne-
ments, toute demande d'aide ou de renouvellement de
l'aide est refusée. 11 Geo. V, c. 79, s. 11.

12. Toute institution d'assistance publique qui désire Visite du local affecté aux indigents.
bénéficier ou qui bénéficie déjà des privilèges accordés
en vertu de la présente loi, doit permettre, en temps
ordinaire, le libre accès, au chef du service de l'assis-

(*)—Cette liste a été publiée la première fois dans la *Gazette officielle* de 1922, page 2237.

tance publique ou à toute autre personne spécialement autorisée par lui en vertu de la présente loi, du local affecté aux indigents. 11 Geo. V, c. 79, s. 12.

Application
de l'octroi.

13. Tout octroi ou aide quelconque accordé par le service de l'assistance publique à une institution d'assistance doit être appliqué en entier au soutien ou à l'hospitalisation des indigents, et ne peut, de quelque façon que ce soit, être détourné de sa destination. 11 Geo. V, c. 79, s. 13.

Deniers four-
nis par les
municipalités.

14. Tous les deniers, de même que toute aide quelconque attribuée, en vertu de la présente loi, par les municipalités de cité, de ville, de comté, ou locales, ou provenant d'une source quelconque, au service de l'assistance publique, doivent être appliqués en totalité aux œuvres d'assistance publique affectées au soulagement des indigents. 11 Geo. V, c. 79, s. 14.

Répartition
des deniers
destinés à
payer le coût
de la pension.

15. Sur les deniers mis à sa disposition, le service de l'assistance publique peut répartir le montant nécessaire au paiement de la part de la pension et de l'entretien, qui n'est pas à la charge des municipalités, tel que prescrit à l'article 24 de la Loi des écoles de réforme (chap. 159), à l'article 14 de la Loi des écoles d'industrie (chap. 160), et à l'article 52 de la Loi des asiles d'aliénés (chap. 190), des aliénés et enfants détenus ou placés dans les écoles de réforme et d'industrie. 11 Geo. V, c. 79, s. 15.

Maximum de
l'aide accor-
dée.

16. L'aide accordée par le gouvernement ne peut, dans aucun cas, dépasser le tiers du coût total de l'entretien des indigents recueillis par une institution d'assistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 16.

Aide au déve-
loppement des
œuvres.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, néanmoins, sur recommandation du service de l'assistance publique, dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, aider de la façon qu'il le juge à propos au développement des œuvres d'assistance publique de la province. 11 Geo. V, c. 79, s. 17.

Intérêts et
fonds d'amor-
tissement.

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, sur recommandation du service de l'assistance publique, s'engager envers une institution de charité, pour le nombre d'années nécessaires, à lui verser annuellement, à même le fonds de l'assistance publique, une somme équivalente à celle nécessitée pour le paiement des intérêts annuels et du montant destiné au fonds d'amortis-

sement de l'emprunt ou des emprunts que ladite institution aura contractés pour des fins d'assistance publique, après entente avec ledit service. 11 Geo. V, c. 79, s. 17a; 14 Geo. V, c. 48, s. 1.

19. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du service de l'assistance publique, chaque année ou toutes les fois qu'il le juge nécessaire, établir le coût d'hospitalisation, du séjour et de l'entretien des indigents recueillis dans chaque institution d'assistance publique. Établissement du coût de l'hospitalisation.

2. Il peut également faire tous règlements pour la mise à effet des dispositions de la présente loi, et ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Règlements
Publication des règlements.

Dans l'application de ces règlements, comme dans le fonctionnement de la présente loi, lorsqu'il s'agit de communautés religieuses catholiques, rien ne pourra préjudicier aux droits de l'évêque sur ces communautés, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires. 11 Geo. V, c. 79, s. 18; 15 Geo. V, c. 55, s. 1. Droits sauvegardés.

20. A compter du 15 mars 1924, tout contrat fait avec une institution de charité dirigée par une communauté religieuse catholique romaine, doit recevoir l'approbation de l'Ordinaire du diocèse dans lequel est située cette communauté. 11 Geo. V, c. 79, s. 18a; 14 Geo. V, c. 48, s. 2. Approbation des contrats par l'Ordinaire.

SECTION IV

DES INDIGENTS DONT L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DE LA PROVINCE, DES MUNICIPALITÉS ET DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

§ 1.—*De leur admission*

21. Peuvent être admis dans les institutions d'assistance publique aux frais du gouvernement, des municipalités et des institutions d'assistance publique: Personnes admises dans les institutions.

1° Les indigents qui fournissent aux autorités d'une institution d'assistance publique, dans laquelle ils sont recueillis, la preuve de leur indigence, tel que prévu par la présente section;

2° Les indigents que l'urgence et la nécessité absolue empêchent de fournir momentanément la preuve de leur indigence tel que prescrit dans la présente section, pourvu que l'entrée et le séjour, dans l'institution d'assistance publique qui les recueille, soient cependant autorisés par le service de l'assistance publique nonobstant tel défaut de preuve. 11 Geo. V, c. 79, s. 19.

22. Nulle institution d'assistance publique ne peut recevoir un indigent, aux frais du gouvernement et des Conditions d'admission des indigents:

municipalités, aux conditions de paiement ci-après édictées, s'il n'est remis aux autorités de l'institution d'assistance publique où l'on veut le faire admettre:

Demande; 1° Une demande d'admission faite par un parent, un ami ou un protecteur de l'indigent, contenant le nom, les prénoms, l'âge et le domicile, tant de la personne qui l'a faite que de l'indigent dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, ou, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre eux, rédigée conformément à la formule 1. La demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par-devant le maire ou, en son absence, par-devant un juge de paix du domicile du patient;

Certificat du maire, etc.; 2° Un certificat suivant la formule 2, signé par le maire de la municipalité locale où le malade a son domicile, ou, en l'absence du maire, par un conseiller ou toute autre personne dûment autorisée par le conseil à émettre ce certificat;

Id., du curé, etc.; 3° Un certificat suivant la formule 3, signé par le curé ou son vicaire ou le ministre du culte, s'il s'agit d'un indigent non malade;

Id., du médecin. 4° Un certificat d'un médecin, suivant la formule 4, établissant l'état de santé, s'il s'agit d'un indigent malade.

Serment requis. Ces documents, sauf celui mentionné dans le paragraphe 3° ci-dessus, doivent être reconnus sous serment devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure, un notaire ou un recorder. 11 Geo. V, c. 79, s. 20.

Examen de la demande d'admission. 23. Sur présentation de la demande d'admission et des certificats qui doivent l'accompagner, les autorités de l'institution d'assistance publique décident s'ils doivent admettre l'indigent provisoirement et portent leur décision à la connaissance des intéressés. 11 Geo. V, c. 79, s. 21.

Documents requis. 24. L'indigent ne peut être conduit à une institution d'assistance publique, ni y être recueilli, sans la production de la demande et des certificats qui doivent l'accompagner. En cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent se dispenser d'exiger le certificat du médecin, s'il est requis; mais ce certificat doit leur être remis dans les huit jours qui suivent l'admission. 11 Geo. V, c. 79, s. 22.

Admission provisoire en certains cas. 25. Dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent

ordonner qu'un malade soit admis provisoirement, quand même toutes les formalités n'auraient pas été remplies, pourvu qu'elles le soient subséquemment à la satisfaction du service de l'assistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 23, *partie*.

26. Les autorités des institutions d'assistance publique doivent, dans les huit jours qui suivent l'admission d'un indigent quelconque, transmettre au service de l'assistance publique, avec la demande d'admission et les certificats qui doivent l'accompagner, suivant le cas, un rapport spécial établissant l'état d'indigence ou l'état physique de l'indigent et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'institution d'assistance publique ou s'il doit être renvoyé. 11 Geo. V, c. 79, s. 24.

Documents transmis au service de l'assistance.

27. Sur réception de ces documents, le service de l'assistance publique adresse aux autorités de l'institution d'assistance publique l'ordre qu'il juge convenable, soit pour l'admission définitive, soit pour le renvoi de l'indigent, et cet ordre doit être exécuté sans délai. 11 Geo. V, c. 79, s. 25.

Adjudication sur réception des documents.

28. Les autorités des institutions d'assistance publique doivent, le premier jour de chaque mois, transmettre au service de l'assistance publique un état des admissions, réadmissions, départs et décès des indigents recueillis. 11 Geo. V, c. 79, s. 26.

États mensuels des admissions, etc.

29. Quiconque, dans le but, ou de s'en débarrasser soi-même, ou d'en débarrasser un autre, ou de le faire admettre dans une institution d'assistance publique, laisse ou abandonne dans un endroit quelconque un indigent, sans donner par écrit à une personne compétente pour recevoir cette déclaration, ses nom, prénoms, qualités, occupation et domicile, et pareillement ceux de la personne ainsi laissée ou abandonnée, est passible d'une amende de cent dollars et, à défaut du paiement de cette amende, d'un emprisonnement de six mois dans la prison commune du district où l'infraction a été commise.

Abandon d'un indigent. Pénalité.

Cette amende est recouvrée devant toute cour de justice ayant juridiction pour cette somme, à la poursuite de toute personne qui en poursuit le recouvrement, et appartient moitié à la couronne et moitié à la personne qui a intenté l'action. 11 Geo. V, c. 79, s. 23, *partie*.

Recouvrement de la pénalité.

§ 2.—*Des registres des indigents publics*

Registre des indigents.

30. Dans chaque institution d'assistance publique il est tenu un registre appelé "registre des indigents publics" dans lequel doivent être inscrits par ordre de dates d'admission:

1° Les nom, prénoms, la profession, l'âge et le domicile des indigents;

2° La date de leur admission dans l'institution;

3° Le nom et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission;

4° Le nom du médecin qui a certifié leur état, s'il y a lieu;

5° Le nom du curé ou de son vicaire, ou du ministre du culte qui a recommandé l'admission, s'il y a lieu;

6° Les changements survenus dans l'état physique de l'indigent malade ou l'état d'indigence de l'indigent non malade;

7° La date de l'évasion, de la sortie temporaire ou définitive ou du décès des indigents. 11 Geo. V, c. 79, s. 27.

Examen des registres.

31. Pour les fins de la présente loi, le service de l'assistance publique peut, quand il le juge nécessaire, et à des heures convenables, prendre communication des registres des indigents publics ainsi que de tous les documents qui ont rapport aux indigents. 11 Geo. V, c. 79, s. 28.

§ 3.—*Des frais d'entretien des indigents publics*

Frais d'entretien des indigents.

32. 1. Dans tous les cas où un indigent est recueilli dans une institution d'assistance publique aux frais de la province, des municipalités et de l'institution, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet indigent dans l'institution d'assistance publique est payée un tiers par le gouvernement, un tiers par la municipalité locale où l'indigent a eu de bonne foi son domicile pendant six mois consécutifs précédant son admission, et un tiers par l'institution d'assistance.

Municipalité locale tenue au paiement de sa quote-part.

2. Si, cependant, la municipalité locale, qui est appelée à payer un tiers de la dépense encourue en vertu du présent article, indique d'une manière certaine au service de l'assistance publique qu'une erreur a été commise dans la déclaration de domicile et fait connaître le dernier endroit où l'indigent a eu de bonne foi son domicile pendant six mois consécutifs, le gouvernement fait payer directement la municipalité locale où l'indigent avait son domicile. 11 Geo. V, c. 79, s. 29.

33. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les autorités de chaque institution d'assistance publique doivent transmettre au service de l'assistance publique une liste préparée spécialement pour les fins de la présente loi dûment reconnue sous serment devant un juge de paix et contenant:

1° Les noms des indigents publics admis dans l'institution d'assistance;

2° Leur domicile à l'époque de l'admission.

Elles sont aussi tenues de fournir au service de l'assistance publique, avec leur compte trimestriel, un état spécial indiquant séparément les noms des indigents à la charge du gouvernement, des municipalités et de l'institution, la date de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive et le nombre de jours pendant lesquels ils ont été dans l'institution d'assistance. 11 Geo. V, c. 79, s. 30.

34. Sur réception de cette liste, le service d'assistance publique doit préparer sans retard, pour chaque municipalité locale où les indigents recueillis avaient leur domicile lors de leur admission, un état détaillé des montants dus par elle, et le transmettre sans retard au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve cette municipalité locale. Sur réception de cet état, le percepteur du revenu doit transmettre, au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité locale intéressée, un relevé dûment certifié de cet état contenant les noms des indigents à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû par elle, et un avis d'avoir à verser entre ses mains, le ou avant le premier jour de mai suivant, le montant dû pour cette contribution. 11 Geo. V, c. 79, s. 31.

35. Le montant dû par une corporation obligée à l'entretien de tout indigent dans une institution d'assistance publique, en vertu des dispositions précédentes, est recouvré par voie d'action ordinaire.

Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, ou par l'institution à laquelle le montant est dû, contre toute municipalité locale, devant un tribunal de juridiction compétente. 11 Geo. V, c. 79, s. 32.

36. Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs indigents dans une institution d'assistance publique, une copie certifiée par le secrétaire de la province, son assistant ou le chef du service

de l'assistance publique, de l'autorisation de l'admission d'un indigent et les copies ou extraits certifiés par le secrétaire de la province, son assistant ou le chef du service de l'assistance publique, des documents mentionnés dans la présente section, constituent une preuve suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement. 11 Geo. V, c. 79, s. 33.

Montant
payé est une
dette impos-
sable.

37. Le montant payé par les municipalités locales, en vertu des dispositions de la présente loi est considéré comme une dette imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de toute cité ou ville, et peut être perçu comme taxe ordinaire. 11 Geo. V, c. 79, s. 34.

Perception
des sommes
réclamées.

38. Pour le paiement de toutes sommes réclamées d'une municipalité locale en vertu de la présente loi, il est procédé à la perception de la même manière que pour les sommes payables par une corporation ou un conseil local. 11 Geo. V, c. 79, s. 35.

Privilège de la
couronne.

39. Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi, constitue une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice. 11 Geo. V, c. 79, s. 36.

Frais de
transport
d'indigents.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, les frais de transfert d'un indigent sont payables par la municipalité locale tenue au paiement partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de l'indigent dans une institution d'assistance publique, et ils peuvent leur être réclamés aussitôt après qu'ils sont encourus. 11 Geo. V, c. 79, s. 37.

SECTION V

DES HÔPITAUX ET HOSPICES MUNICIPAUX

Municipa-
lités autori-
sées à établir
des hôpitaux,
etc.

41. Il est loisible à une ou plusieurs municipalités locales constituées par charte spéciale ou en vertu d'une loi générale, ou à une ou plusieurs municipalités de comté, de passer des règlements pour établir et maintenir des hôpitaux, hospices ou refuges, crèches, sanatoriums, maisons de retraite ou toutes autres institutions d'assistance en vue d'hospitaliser ou recueillir les indigents dont le domicile est situé dans les limites de telles municipalités locales ou de comté. 11 Geo. V, c. 79, s. 38.

Règlements
sujets à l'ap-
probation du
lt.-gouv. etc.

42. Le règlement du conseil ou des conseils locaux ou de comté est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sujet à l'émission d'un permis

pour l'établissement et le maintien de telles institutions d'assistance municipale. 11 Geo. V, c. 79, s. 39.

43. Ces institutions d'assistance sont administrées par les membres du conseil ou des conseils locaux ou de comté ou par toutes autres personnes désignées par eux. 11 Geo. V, c. 79, s. 40.

Administration de ces hôpitaux.

44. Tel conseil d'administration d'institution d'assistance municipale voit à l'observance de la présente loi; il s'occupe de fournir à ces institutions les moyens de subsistance; il administre les affaires de ces institutions, et il recueille les dons et subventions qui leur sont accordés. 11 Geo. V, c. 79, s. 41.

Conseil d'administration.

45. Ces institutions d'assistance sont sous la surveillance du service de l'assistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 42.

Surveillance des institutions.

46. Telles institutions d'assistance peuvent être appelées à faire valoir leurs droits aux subventions ou aides accordées par le service de l'assistance publique, aux conditions édictées par la présente loi. 11 Geo. V, c. 79, s. 43.

Droit aux subventions.

47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête des intéressés ou pour toutes autres raisons qu'il juge suffisantes, mettre fin au permis. 11 Geo. V, c. 79, s. 44.

Annulation du permis.

SECTION VI

DE L'ASSISTANCE MUNICIPALE

48. Il est du devoir de tout conseil municipal de s'occuper effectivement des indigents qui ont leur domicile dans les limites de sa municipalité. 11 Geo. V, c. 79, s. 45.

Municipalités tenues de veiller à leurs indigents.

49. Les droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des dispositions de la Loi des droits sur les divertissements (chap. 125), sont versés en totalité à son fonds de l'assistance municipale, et la moitié de ce fonds, sans déduction des frais de perception et autres, est transmise au trésorier de la province pour être affectée au service de l'assistance publique. 11 Geo. V, c. 79, s. 46.

Deniers affectés au service de l'assistance.

50. Le budget affecté à l'assistance municipale ne peut, sous aucune considération, être appliqué au paiement d'aucunes dépenses autres que celles encourues

Application des deniers destinés aux indigents.

pour le soutien des indigents de la municipalité, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. Les frais de perception sont payés à même la partie de ce fonds appartenant à la municipalité. 11 Geo. V, c. 79, s. 47.

Renseignements qui doivent être fournis au serv. de l'ass.

51. Il est du devoir des officiers de tout conseil municipal de fournir, sur demande, au service de l'assistance publique, tous les renseignements dont il a besoin touchant l'administration du budget de l'assistance municipale. 11 Geo. V, c. 79, s. 48.

Certificat établissant le montant dû par chaque municipalité.

52. Le secrétaire-trésorier, le greffier ou tout fonctionnaire de tout conseil municipal préposé à cette charge, doit, sur demande, fournir aux institutions d'assistance publique, situées dans les limites de leur municipalité, un certificat établissant le montant de l'aide accordée par son conseil municipal et tous autres détails concernant les relations existant entre la municipalité et l'institution d'assistance qu'il subventionne. 11 Geo. V, c. 79, s. 49.

Deniers mis à la disposition du service de l'assistance.

53. Le trésorier de la province peut faire remise au secrétaire de la province, à même le fonds de l'assistance publique, des montants requis par le service de l'assistance publique, pour payer les octrois pour la mise à effet des dispositions de la présente loi. 11 Geo. V, c. 79, s. 50.

Fonds de l'assistance.

54. Les montants qui doivent être versés au département du trésor pour faire partie du fonds spécial désigné sous le nom de "Fonds de l'assistance publique", comprennent:

1° La partie des droits perçus par les municipalités suivant les dispositions de l'article 49 de la présente loi et qui doivent y être versés aux termes dudit article;

2° Les droits perçus pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences (chap. 25);

3° Les droits perçus pour les licences des champs de courses et les droits d'entrée aux champs de courses, conformément à la Loi des licences (chap. 25);

4° L'honoraire d'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les champs de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences (chap. 25).

Frais de perception.

Les deniers perçus en vertu des dispositions des paragraphes 2°, 3° et 4° sont versés audit fonds après en avoir déduit les frais de perception. 11 Geo. V, c. 79, s. 51.

FORMULES

1.—(Article 22, § 1)

*Demande d'admission d'un indigent dans une institution
d'assistance publique*

(Lieu et date.)

Aux autorités de *(nom de l'institution d'assistance
publique)*.

Le soussigné demande l'admission d'un indigent dans
(nom de l'institution)

Nom du requérant *(dans le cas
d'une femme mariée ou d'une
veuve, donner ses prénoms et
nom de famille ainsi que les
nom et prénoms du mari)*

Sa profession

Son âge

Son domicile *(indiquer la muni-
cipalité où se trouve situé le
domicile du requérant)*

Degré de parenté ou nature des
relations

Nom de l'indigent *(dans le cas
d'une femme mariée ou d'une
veuve, donner ses prénoms et
nom de famille ainsi que les
nom et prénoms du mari)*

Sa profession

Son âge

Son domicile *(indiquer la muni-
cipalité où se trouve situé le
domicile de l'indigent)*

Je jure que les renseignements ci-dessus sont vrais
et j'ai signé.

(Signature.)

(Adresse postale du requérant.)

Assermenté devant moi

à

ce

, 19 .

(Signature.)

J. P., *(ou Com. de la C. S.)*

11 Geo. V, c. 79, formule A.

2.—(Article 22, § 2)

*Certificat des autorités municipales constatant l'état
d'indigence absolue*

(Lieu et date.)

Je soussigné, (maire, conseiller ou échevin en l'absence
du maire, ou toute autre personne autorisée à délivrer tel
certificat) de
comté de
étant dûment assermenté, déclare que (nom, prénoms,
âge, profession de l'indigent. S'il s'agit d'une femme
mariée, il faut donner ses prénoms et nom de famille,
ainsi que ceux de son mari) est un (ou une) indigent (e)
aux termes de la loi; il (ou elle) ne possède absolument
aucun moyen de subsistance et n'a personne obligée,
par la loi aux termes des articles 165 et suivants du
Code civil, à subvenir à ses besoins et doit être placé (e)
dans une institution d'assistance publique. Je déclare
de plus que la municipalité de
comté de
n'a retiré, ne retire et ne retirera aucun montant d'ar-
gent ou valeur quelconque en paiement de sa part
d'entretien dont elle assume l'entière responsabilité.

(Signature.)

(Adresse postale.)

Assermenté devant moi,

à
ce

19 ' .

(Signature.)

11 Geo. V, c. 79, formule B.

3.—(Article 22, § 3)

Certificat des autorités religieuses dans le cas d'un indigent non malade

(Lieu et date.)

Je soussigné, (curé ou vicaire, ou ministre du culte) de _____, comté de _____, déclare que (nom et prénoms de l'indigent. S'il s'agit d'une femme mariée, il faut donner ses prénoms et nom de famille, ainsi que ceux de son mari) est dans un état d'indigence absolue, qu'il (ou elle) n'a personne obligée, aux termes des articles 165 et suivants du Code civil, à subvenir à ses besoins et est de ce fait réduit (e) à la mendicité publique et je recommande son admission dans une institution d'assistance publique.

(Signature.)

(Adresse postale.)

11 Geo. V, c. 79, formule C.

4.—(Article 22, § 4)

Certificat du médecin dans le cas d'un indigent malade

(Lieu et date.)

Je (nom, prénoms du médecin) de _____, pratiquant habituellement la profession médicale et autorisé comme tel, étant dûment assermenté, déclare:

Je connais (nom et prénoms de l'indigent. S'il s'agit d'une femme mariée, il faut donner ses prénoms et nom de famille ainsi que ceux de son mari);

J'ai eu l'occasion de le visiter et de l'examiner personnellement le (date);

Les symptômes que j'ai personnellement observés m'engagent à reconnaître qu'il est urgent qu'il soit traité dans une institution d'hospitalisation;

Je sais personnellement qu'il est dans un état d'indigence absolue et de ce fait incapable de subvenir à son

traitement et je ne connais personne obligée, aux termes des articles 165 et suivants du Code civil, à supporter le coût de son hospitalisation.

(*Signature.*)

(*Adresse postale.*)

Assermenté devant moi,

à

ce

19 .

(*Signature.*)

11 Geo. V, c. 79, formule D.